

DISSERTATION

Sujet = Dans quelle mesure peut-on expliquer le différentiel de croissance entre les Etats-Unis et l'Union européenne par une nouvelle vague d'innovations depuis le début des années 1990 ?

Document 1 –

Tableau 1 : écarts de croissance et de productivité États-Unis/Zone euro

	États-Unis	Zone euro	Écart
Niveaux 2002 ^a (parité de pouvoir d'achat)			
PIB en Md\$	10 383	7 863	-24%
PIB par tête en \$	35 977	25 824	-28%
Productivité horaire en \$	41,5	39,1	-6%
Évolution annuelle moyenne ^b (1993-2003)			
PIB	+3,2%	+2,1%	-1,1 pt
PIB par tête	+2,1%	+1,8%	-0,3 pt
Productivité horaire	+1,9%	+1,5%	-0,4 pt

a. données OCDE.

b. données des comptes nationaux en volume.

Source : OCDE.

Document 2 –

Alors que l'Union européenne enregistre, tout au long de la décennie 1990, un ralentissement de plus d'un point des gains de productivité horaire, aux Etats-Unis le mouvement est strictement inverse.[...] Ce sursaut est présenté comme le produit d'une nouvelle révolution technologique, qui se concrétise par l'avènement de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).[...]

Les nouvelles technologies exercent d'abord un effet direct sur les gains de productivité par leur rôle dans les secteurs producteurs de ces NTIC. L'augmentation régulière de la puissance des microprocesseurs constitue le facteur le plus connu de ces gains de productivité. L'augmentation du poids dans l'économie des secteurs producteurs, avec l'arrivée de nouvelles entreprises innovantes, ne fait qu'amplifier la tendance. La baisse des prix de ces biens, permise par les gains de productivité réalisés dans les secteurs producteurs, facilite leur diffusion auprès des autres secteurs (commerce, activités financières, services aux entreprises et aux particuliers...), ce qui génère de nouveaux gains. Les entreprises de ces secteurs rendent la combinaison productive plus capitalistique. L'organisation du travail est améliorée et cela se répercute dans le rythme moyen des gains de productivité aux Etats-Unis.

(Source : Gérard Tasso, *Productivité du travail : la double inflexion des années 90*, Ecoflash n°198, mai 2005)

Document 3 –

Les économistes s'accordent aujourd'hui en grande majorité sur deux points : la faiblesse de la croissance européenne et l'importance de la recherche et développement (R&D) comme moteur de l'activité. Les investissements en R&D, ramenés au PIB, croissent beaucoup plus faiblement en Europe qu'aux Etats-Unis. L'écart se creuse. Déjà, en 2001, la dépense de recherche de l'Europe des Quinze (175 milliards d'euros) ne représentait que presque la moitié de la dépense américaine (315 milliards).

La puissance publique ne serait pas la principale coupable. Elle finance en Europe 34,3 % de la recherche : plus qu'aux Etats-Unis (26,9 %). En revanche, le classement est inverse pour les entreprises. Non pas, comme souligne Dominique Guellec, économiste à l'Office européen des brevets dans *Sociétal* (no 63), « que les entreprises de l'Union soient insuffisamment innovantes ». Mais elles ont plus délocalisé leurs centres de recherche vers les Etats-Unis que les américaines vers l'Europe. « Les entreprises étrangères ont contribué pour 22 % à la croissance de R & D réalisée aux Etats-Unis entre 1995 et 2000. Se situer à proximité des laboratoires les plus performants en est une autre, car le talent attire le talent.

Les disparités viendraient aussi des petites entreprises. Les dépenses de R&D d'une PME européenne seraient huit fois moins élevées que celles d'une américaine. La « discrimination positive » en faveur des petites entreprises, mise en œuvre aux Etats-Unis par la Small Business Administration, leur permet d'investir davantage dans la recherche, grâce à leur large accès aux marchés publics. Le nombre de brevets dits "triadiques", déposés auprès des trois principaux organismes (américain, européen et japonais), n'est pas dramatiquement plus faible en Europe. Mais la tendance est inquiétante : l'UE dépose beaucoup moins de brevets que les Etats-Unis dans les secteurs de pointe.

(Source : Annie Kahn, *Le Monde* du 3 mars 2004)

Document 4 –

Tableau 3 : quantité de travail aux États-Unis et en zone euro

2002	États-Unis	Zone euro	Zone euro/ États-Unis
Population totale (en millions)	289	305	+5%
Population en âge de travailler (15-64 ans, en millions)	192	203	+5%
Population participant au marché du travail (en millions)	146	142	-3%
Emploi total (en millions)	138	130	-6%
Durée moyenne par employé (en heures par an)	1815	1548	-15%
Heures travaillées (en milliards)	250	201	-20%

Source : OCDE.

Document 5 –

Les Etats-Unis viennent de lancer un gigantesque plan pour "la croissance et l'emploi", d'un montant de 674 milliards de dollars, qui, espère la Maison Blanche, va revigorer l'économie américaine et lui permettre de maintenir son dynamisme, qu'il y ait guerre contre l'Irak ou pas. George W. Bush a retenu la leçon de la défaite électorale de son père face à Bill Clinton. Revanche : il profite des saines finances publiques laissées par le même Clinton pour "mettre le paquet" dans le soutien de l'économie, quitte à plonger le budget fédéral dans un gros déficit de 4 % du PIB.

Quelle que soit l'efficacité de ces mesures, on ne peut que constater l'impressionnante mobilisation américaine contre le ralentissement économique : la Réserve fédérale a abaissé douze fois ses taux d'intérêt pour adopter une politique monétaire franchement favorable à la relance. La Maison Blanche en est à son deuxième plan en deux ans. En Europe, la Commission vient de tancer par écrit l'Allemagne, la France et l'Italie pour déficit excessif autour de 3 % du PIB. Si Bush avait été président d'un pays européen, il aurait reçu une vive lettre de réprimande.

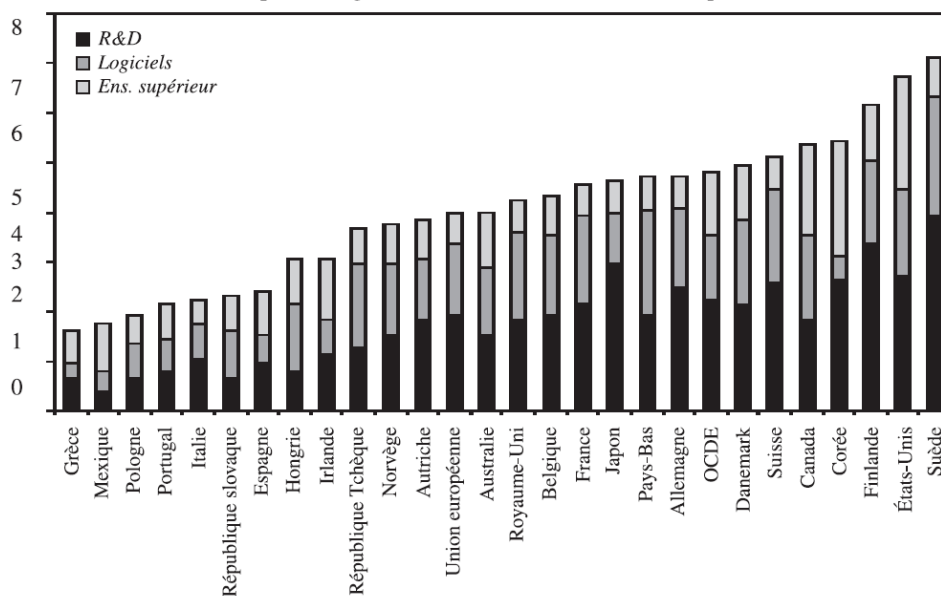
Pourquoi faut-il donc que l'Europe soit plus rigoureuse que l'Amérique ? Personne n'en sait rien, ou, plutôt, chacun a sa réponse personnelle. [...]L'Europe souffre de son hétérogénéité économique (l'Allemagne est au creux quand l'Irlande est en surchauffe), qui va croissant. Elle saigne de ses divergences idéologiques (Berlin est antikeynésien, Paris pro) dont on évite, surtout, de discuter. Elle mourra de n'avoir pas d'autorité économique centrale capable de mettre fin au jeu des égoïsmes et d'imposer les réformes structurelles indispensables.

(Source : Antoine Delhommais, *Le Monde*, 10 janvier 2003)

Document 6 –

a. Investissement dans le savoir

En pourcentage du PIB, 2000 ou dernière année disponible



(Source : J.P.Betbèze, *Financer la R&D*, Rapport CAE, Septembre 2005)

INNOVATION ET CROISSANCE

Introduction

Amorce = En dix ans, de 1993 à 2003, la croissance américaine a été supérieure d'un point à la croissance de l'Union européenne ce qui a mis fin au processus de rattrapage du niveau de vie américain par les européens initié pendant les 30 glorieuses (**Doc 1**).

Problématique = Peut-on attribuer cet écart de croissance au retard pris en Europe dans la diffusion des NTIC ? Le phénomène de destruction créatrice révélé par Schumpeter est-il le seul facteur explicatif du regain de la croissance américaine ? Les gains de productivité sont-ils les seuls facteurs explicatifs de la croissance de nos jours ?

Annonce du plan = Si la nouvelle vague d'innovation joue un rôle dans le différentiel de croissance entre les Etats-Unis et l'Europe, on ne doit pas mésestimer l'influence d'autres facteurs.

1 – LES INNOVATIONS ONT LEUR PART DANS LE DYNAMISME AMERICAIN...

A – LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE ECONOMIE...

Phrase introductive = Avec des populations comparables, la production et le niveau de vie américains dépasse de 25% ceux de l'Union Européenne en 2002. Peut-on attribuer cette différence au rebond des gains de productivité observé aux Etats-Unis dans les années 1990 alors que l'Union Européenne subissait, à l'inverse, un ralentissement de ses gains de productivité ? (**Doc 1, 2 et 4**).

- *Certains économistes ont mis l'accent sur une diffusion plus rapide des nouvelles technologies aux Etats-Unis qu'en Europe.* Une « nouvelle économie » se serait mise en place dans les années 90 autour des NTIC. Une « grappe d'innovations », constituée d'innovations majeures dans les procédés (Ordinateurs, Internet, biotechnologies..) et dans les produits (téléphone portable, DVD...), est en train de révolutionner le système technique des économies et de relancer la croissance économique. Or les Etats-Unis sont partis les premiers dans cette course aux innovations (**Doc 2**).
- *Cette avance américaine semble être corrélée à un effort de recherche plus intense dans l'économie du savoir.* Les américains ont consacré plus de 7% de leur PIB à des investissements immatériels (R&D, logiciels, formation) contre 5% pour l'Union européenne. Les américains dépensent deux fois plus que les européens en recherche ce qui se traduit par un dépôt de brevets supérieur (**Doc 3 et 6**).
- *Cet effort a été relayé par tous les acteurs de l'économie américaine.* Les entreprises ont massivement investi dans ces nouvelles technologies, en particulier les « start-up », qui espéraient bénéficier de leur avance technologique (Google, Amazon, ebay..). Les universités américaines ont su attirer les cerveaux européens en leur proposant des conditions de travail de loin supérieures à celles en vigueur en Europe (« Brain drain »). L'Etat a réservé une partie de ses commandes publiques aux PME afin de les inciter à innover. Dans le même temps, les firmes européennes préféraient investir à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis (**Doc 3**)

B – SEMBLE ETRE A L'ORIGINE D'UNE NOUVELLE CROISSANCE

Phrase introductive = Dans les années 1960, les économistes néo-classiques (Solow, Denison) avaient observés que la croissance s'expliquait principalement par une hausse de la productivité des facteurs qui était attribuée à un progrès technique « tombant du ciel ». Dans ce modèle, les rendements d'échelle étaient constants. De nos jours, les nouvelles technologies de l'information et de la communication semblent bouleverser ce schéma.

- *Tout d'abord, le progrès technique ne tombe pas du ciel. Il est le fruit des investissements matériels et immatériels des entreprises et de l'Etat.* Schumpeter avait déjà souligné le rôle de l' « entrepreneur innovateur » dans la croissance. En introduisant sur le marché de nouveaux procédés ou de nouveaux produits, les entrepreneurs détruisent le système technique ancien pour mettre en place un nouveau plus performant qui va relancer la croissance pendant une vingtaine d'années (**Doc 2**).
- *Ensuite, les innovations de procédés de fabrication (machine automatique programmable, organisation du « juste à temps ») et de commercialisation (Internet) ont provoqué une hausse des gains de productivité.* L'information est traitée plus rapidement et la substitution du capital au travail peut s'accélérer, ce qui va permettre de produire plus en moins de temps. Les entreprises américaines se sont adaptées plus rapidement à ces nouvelles technologies que les entreprises européennes ce qui peut expliquer l'écart d'un point constaté dans les gains de productivité entre 1993 et 2003 (**Doc 1 et 2**).
- *De plus, les innovations de produits (ordinateurs, téléphone portable...) induisent une nouvelle demande.* Cette demande est alimentée par la baisse des prix des nouveaux produits permise par les gains de productivité et un marché plus concurrentiel. Les premiers acheteurs peuvent se différencier socialement des autres, ce qui provoque le désir d'imitation chez les seconds et crée un nouveau cycle de consommation (**Doc 2**).
- *Enfin, les économistes de la « croissance endogène » soulignent l'importance des externalités positives procurées par le progrès des connaissances.* Etre à proximité des sources de la recherche permet d'obtenir gratuitement des informations qui faciliteront l'innovation. C'est la raison pour laquelle les entreprises européennes ont investi près des pôles de compétitivité américains (les « clusters ») car ils dégagent des « économies d'échelle » ou des rendements d'échelle croissants (**Doc 3**).

Conclusion partielle = Les européens, conscients de leur retard, ont mis en place une politique de rattrapage en matière de recherche, d'aide à l'innovation et de politique éducative (stratégie de Lisbonne en 2000). Pourtant, lorsque l'on regarde la productivité horaire des deux zones économiques, on est bien obligé de constater qu'ils ne sont pas très importants. Un américain produit 41 \$ par heure contre 39 \$ pour un européen. Il doit donc y avoir d'autres facteurs qui expliquent la différence de croissance entre l'Europe et les Etats-Unis (**Doc 1**).

2 – MAIS ELLES NE SONT PAS SEULES A EXPLIQUER LE DIFFERENTIEL DE CROISSANCE

A – UNE MOBILISATION PLUS FORTE DU FACTEUR TRAVAIL

Phrase introductive = La croissance ne dépend pas seulement des gains de productivité des facteurs. Elle est aussi liée à l'augmentation de la quantité des facteurs de production : le travail et le capital fixe. Or, les américains ont davantage mobilisé leur main d'œuvre que les européens.

- *Tout d'abord, la croissance de la population américaine a été plus élevée que celle de l'Europe.* La fécondité y est plus forte et l'immigration plus élevée. Ceci explique le fait que le PIB par tête aux Etats-Unis augmente moins vite que le PIB entre 1993 et 2003. L'Europe a été plus malthusienne et sa population vieillit davantage ce qui n'est pas favorable à la croissance (**Doc 1**).
- *Ensuite, le taux d'emploi de la population en âge de travailler est plus élevé aux Etats-Unis qu'en Europe.* Près de 3 américains sur 4 en âge de travailler occupent un emploi contre moins de 2 européens sur 3. Les américains mobilisent davantage les jeunes et les seniors au travail que les européens ce qui augmente l'offre de travail et la croissance (**Doc 4**).
- *Enfin, l'écart le plus important s'observe dans le nombre d'heures travaillées.* La durée annuelle des actifs occupés américains est supérieure de 17% à celle des travailleurs européens. En conséquence, la « quantité de travail » offerte par les américains dépasse de 24% celle des européens ce qui explique les 2/3 des écarts de niveau de vie. Les américains sont plus riches parce qu'ils travaillent plus (**Doc 1 et 4**).

Conclusion partielle = Cet effort productif des américains n'est pas sans conséquence. La forte progression de leurs revenus les a incité à consommer ce qui conduit les entreprises à investir et à créer des emplois pour répondre à la demande. La diffusion du progrès technique résulte donc de la croissance (« croissance endogène ») ce qui atténue le rôle des NTIC dans la réussite américaine.

B – UNE POLITIQUE ECONOMIQUE EN FAVEUR DE LA CROISSANCE

Phrase introductive = On ne peut pas négliger le rôle des institutions publiques dans le différentiel de croissance. Les politiques *conjoncturelles* et *structurelles* ont été plus accommodantes pour la croissance aux Etats-Unis qu'en Europe.

- *La politique budgétaire américaine s'apparente à une relance keynésienne.* Après la récession de 2000-2001, le gouvernement n'a pas hésité à provoquer un déficit budgétaire important (4% du PIB). La forte augmentation des dépenses publiques a eu un effet multiplicateur sur la demande et à relancer la croissance. Les anticipations des agents économiques ont pu redevenir positives. Dans le même temps, les européens ont corseté leur politique budgétaire en interdisant des déficits budgétaires supérieurs à 3% du PIB (« pacte de stabilité »). La croissance européenne a été bridée pour mettre en place l'Euro (**Doc 5**).
- *La politique monétaire américaine a accompagné la croissance alors que la Banque centrale européenne préférerait lutter contre l'inflation.* La Banque centrale américaine a abaissé plusieurs fois son taux d'intérêt afin d'inciter les ménages et les entreprises à s'endetter pour consommer et investir. La création monétaire a soutenu la croissance de la demande et de la production. En Europe, cette baisse du taux d'intérêt a été plus faible et plus tardive car la BCE craignait qu'une trop forte création de monnaie engendre l'inflation (**Doc 5**).
- *La politique structurelle américaine a été plus dynamique alors que celle de l'Europe a pris du retard.* L'Etat américain n'a pas hésité à soutenir les dépenses de recherche par ses *commandes publiques* et sa politique de *protection des droits* de propriété intellectuelle. Il a *déréglementé* les marchés des télécommunications, de l'énergie, du secteur bancaire, de l'aviation ce qui a permis à de nouveaux acteurs d'entrer sur ces marchés et de favoriser la concurrence. Dans le même temps, l'Europe prenait du retard vis-à-vis de ses objectifs fixés à Lisbonne (3% du PIB consacré à la recherche, par exemple) et consacrait près de la moitié de son budget communautaire à la politique agricole commune au lieu d'orienter cet argent vers des secteurs de pointe (**Doc 3 et 6**).

Conclusion :

Rappel de la démonstration = On invoque très souvent le rôle des NTIC dans la reprise de la croissance aux Etats-Unis. Si cet élément ne peut être négligé, il cache l'importance de la forte mobilisation du facteur travail et de la politique économique qui ont permis de créer un environnement favorable à la diffusion de ces nouvelles technologies.

Ouverture = La croissance américaine est en partie construite à crédit comme le montre les « déficits jumeaux », celui du budget de l'Etat et celui du commerce extérieur. En d'autres termes, les américains vivent au dessus de leurs moyens. Ce système fonctionnera tant que le reste du monde acceptera de leur faire crédit ce qui induit une confiance dans la capacité des américains à rembourser leurs dettes. Mais, on peut aussi s'intéresser au modèle scandinave qui, sans endettement et sans inégalités, obtient des résultats comparables à ceux américains (**Doc 6**).